



Pôle dynamique commerciale
Service Commerces et marchés
DP/A-2023-02

**ARRÊTE DU MAIRE DE LIBOURNE
PORTANT PERMIS de STATIONNER
LA RENAISSANCE- 1 Bis place Joffre
Terrasse annuelle 2023**

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1 et L.2213-6,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et plus particulièrement les articles L2111-14, L2121-1, L2122-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal du 22 avril 2011 portant réglementation des terrasses,

Vu l'arrêté du Maire en date du 26 mai 2020 donnant délégation de signature à Madame Marie-Sophie Bernadeau, adjointe déléguée au commerce, aux foires, marchés et au domaine public,

Vu la demande de Monsieur Claude FRANCOIS, gérant de l'établissement « **LA RENAISSANCE** », « **EURL FRANCOIS CLUB EURL** », situé 1 Bis place Joffre à Libourne,

Considérant la nécessité d'animer ce secteur géographique de la ville,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services,

ARRETE

Article 1.

Un permis de stationner est accordé à Monsieur Claude FRANCOIS, gérant de l'établissement « **LA RENAISSANCE** », « **EURL FRANCOIS CLUB EURL** » situé 1 Bis place Joffre à Libourne, pour l'installation **d'une terrasse annuelle ouverte** aux périodes suivantes :

- **Du 1^{er} janvier au 14 avril 2023,**
- **Du 16 octobre au 31 décembre 2023.**
-

Ce permis de stationner est établi en référence à l'arrêté municipal du 22 avril 2011, portant règlement général des terrasses, joint en annexe à la présente.

Article 2.

Le pétitionnaire est autorisé à installer sa terrasse (sous réserve expresse du droit des tiers) :

- Sur une surface **de 14,40 m², de part et d'autre de l'entrée,**
- Par acceptation **de la redevance d'occupation du domaine public** qui lui sera facturée mensuellement, et devra être réglée avant le 10 de chaque mois,
- Conformément au plan joint.

Article 3.

Cette autorisation pourra être résiliée de plein droit à la demande de la commune en cas de :

- Défaut d'application d'une des clauses énoncées,
- Non-respect du règlement de l'arrêté général du 22 avril 2011,
- Nuisances et troubles à l'ordre public.

Article 4.

La signalisation routière sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 5.

Les véhicules en infraction gênants seront verbalisés et mis en fourrière ou déplacés après intervention de la Brigade de Gendarmerie ou de la police municipale.

Article 6.

La Direction générale des services, le service de la police Municipale, la Brigade Territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Libourne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera :

- Transmise à la Préfecture de la Gironde,
- Publiée et affichée en Mairie le

19 DEC. 2022

Fait à Libourne, le
Le maire

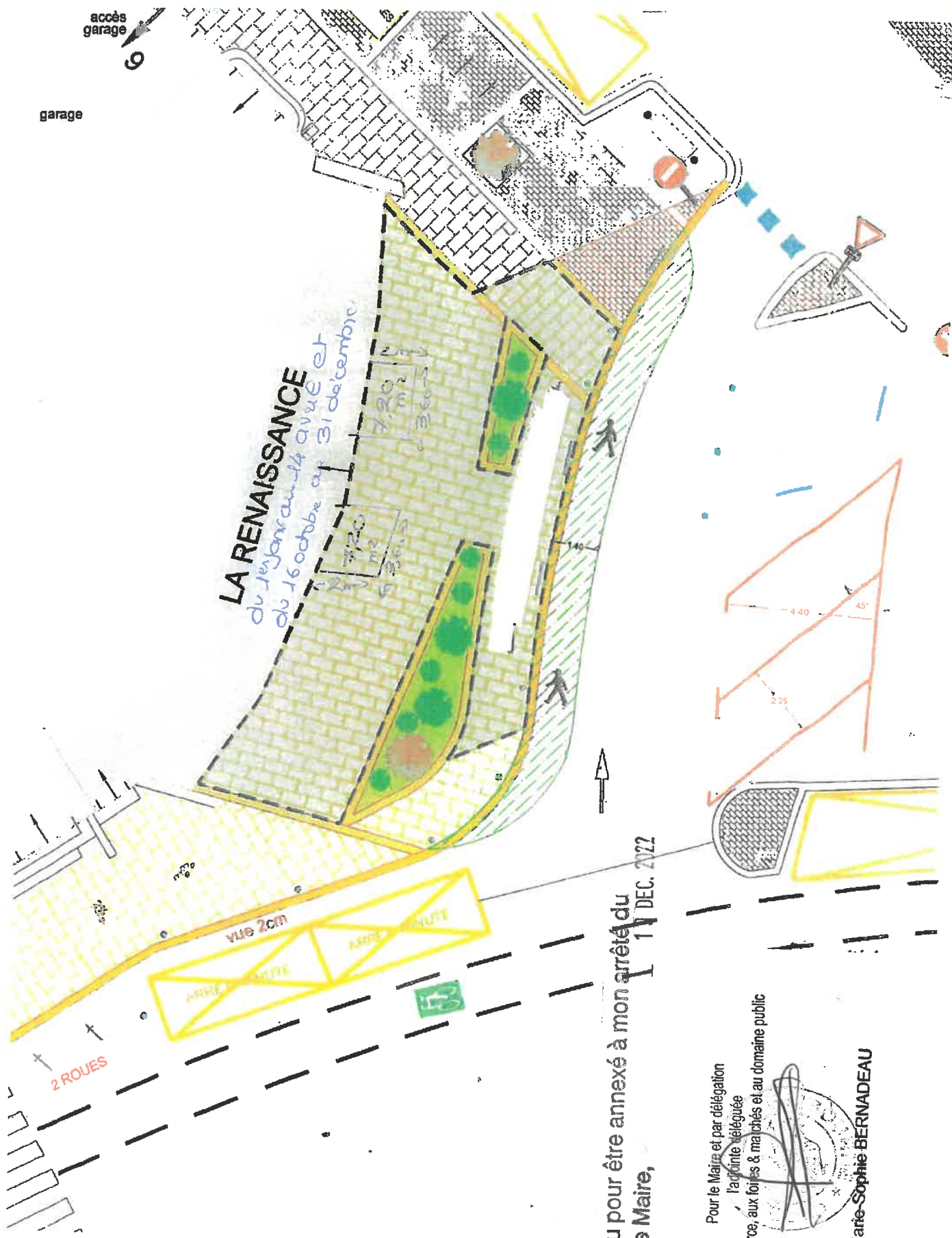
19 DEC. 2022

Pour le Maire et par délégation
l'adjointe déléguée
au commerce, aux foires & marchés et au domaine public


Marie-Sophie BERNADEAU

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché sur les panneaux extérieurs de la mairie,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, ou d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Vu pour être annexé à mon arrêté du
Le Maire, 11 DEC. 2022

Pour le Maire et par délégation
l'adjointe déléguée
au commerce, aux foires & marchés et au domaine public



Marie-Sophie BERNADEAU